



## Parole du mouvement

# Pour que l'on ne choisisse pas pour toi, vote le 26 mai !

Alors que l'Union Européenne a des règles financières très claires, établies depuis plus de 20 ans, nous, jeunes du milieu ouvrier et de quartiers populaires, regrettons qu'il soit si difficile d'établir une Europe sociale. Aujourd'hui, la mise en concurrence des travailleurs et travailleuses européens, la libre circulation des capitaux, le plan d'austérité<sup>1</sup> sont autant de signes d'une Europe qui se construit principalement sur le volet financier et dans une idéologie libérale. Pourtant, même si en 2017, un socle européen des droits sociaux avec 20 principes forts a vu le jour, nous constatons et déplorons que les inégalités, notamment sociales, persistent toujours. Ce socle européen est prévu pour que les marchés du travail et les systèmes de protection sociale soient équitables entre tous les pays de l'Union et leurs habitantes et habitants. Bien que certaines directives aient vu le jour, ces principes ne contraignent aujourd'hui en rien les Etats membres, puisque l'Union Européenne est toujours en négociation pour rendre effectif ces principes.

**Pour nous, jocistes, il nous est difficile de comprendre l'impact de l'Union Européenne dans nos vies et son fonctionnement.** Les cours d'éducation civique reçus à l'école ne nous suffisent pas pour maîtriser la façon dont sont pensées les lois européennes, comment elles priment sur le droit français et les sujets qu'elles peuvent traiter. Ainsi, le manque de lisibilité des institutions européennes et des élections européennes explique que 73% des 18-35 ans se sont abstenus lors des dernières élections en 2014. De plus, dans les médias, nous voyons uniquement les crises qui traversent l'Europe : le plan d'austérité, la crise migratoire, le Brexit, .... Il nous est alors difficile de comprendre ce que l'Union Européenne permet dans notre quotidien.

**Depuis quelques années, le nationalisme et la xénophobie se sont fortement accrus dans les pays membres, jusqu'à élire des représentantes et représentants de ces courants dans de plus en plus d'Etats membres.** Ces dernières années, des millions de personnes migrantes fuient leur pays et tentent de trouver l'asile en Union Européenne. Face à cela, les Etats membres de l'Union Européenne n'ont pas réussi à s'entendre pour assurer l'accueil de ces personnes de manière solidaire. Ainsi, certains pays ont su mettre en place une politique d'accueil forte quand d'autres ont fermés leurs portes. Depuis 2014, ce sont plus de 17 000 personnes qui ont trouvé la mort en Méditerranée<sup>2</sup>. Ce repli sur soi nous inquiète fortement, car il signifie que chaque vie humaine n'a pas la même valeur qu'une autre. Cela est en contradiction avec nos convictions ouvrières et chrétiennes qui nous rappellent que chaque vie vaut plus que tout l'or du monde.

**Nous croyons que l'argent ne doit pas être le maître de l'Union Européenne. Il ne doit ni diriger chaque décision, ni être au cœur des préoccupations dans l'œuvre commune menée par les Etats membres.** Pour nous, chaque vie humaine vaut plus que tout l'or du monde et le premier combat que doit mener l'Union Européenne est de permettre à chacun et chacune de ses habitants, quel que soit son statut, d'y vivre dignement. La justice fiscale et sociale doit être au service de l'humain, avant tout.

**Pour autant, nous croyons que l'Union Européenne est une nécessité pour créer un rapport de force au service de l'Humain dans notre système actuel, économique et mondialisé.** Le but de l'Union Européenne doit être de servir le bien commun. Nous ne devons pas nous replier sur nous-mêmes, dans chaque Etat, mais contribuer à ce que l'ensemble des pays de l'Union Européenne converge vers une amélioration des droits, notamment sociaux. Par exemple, en France, nous bénéficions de la mise en place d'un SMIC, nous devons faire en sorte que cela soit profitable à tous et toutes les européens et mis en place dans chaque pays à même hauteur.

<sup>1</sup> Pour faire face à la crise, les Etats ont dû réduire les dépenses publiques pour rentrer dans les conditions fixées par l'Union Européenne. Par exemple, en Grèce, la TVA est passée de 13% à 23%, les taxes sur l'essence ont augmenté de 10%.

<sup>2</sup> Organisation internationale pour les migrations

**Enfin, en ce temps d'élections européennes, nous croyons que la voix de chacun et chacune compte ! En tant que jeunes issus du milieu ouvrier et de quartiers populaires, il est urgent de se mobiliser pour voter aux élections européennes.** Si nous ne faisons pas entendre notre voix, comment nos intérêts et nos désirs de solidarité pourront être entendus ? Si nous n'allons pas voter, à qui profitera notre silence ? Nous croyons qu'à ces prochaines élections, il est encore possible de faire bouger l'Union Européenne. Nous avons le choix entre une Europe au service de l'argent ou une Europe au service de l'Humain. Nous devons choisir entre les différents projets de société qui se dessinent dans les programmes électoraux.

**Nous sommes conscients que les résultats des prochaines élections européennes auront un impact clair sur nos vies et la société que nous pourrions construire.** C'est pourquoi, nous, jocistes, voulons avoir les moyens de comprendre l'Union Européenne et son fonctionnement. Nous souhaitons participer à la vie démocratique et exercer notre citoyenneté européenne. La JOC revendique la création d'espaces de diffusion d'informations, d'échanges et de débats. Nous voulons institutionnaliser et harmoniser ces lieux de rencontre pour favoriser l'émergence d'une œuvre commune<sup>3</sup>.

**Nous voulons que des mesures soient prises et mises en place pour assurer à chacun et chacune d'être reconnue dans sa dignité humaine.** Il y a encore beaucoup à faire pour que la justice sociale soit réelle. Nous voulons que l'Union Européenne soit motrice et précurseuse pour réduire les inégalités sociales et faire face aux enjeux climatiques. Au sein de l'Union Européenne, 123 millions de personnes courent un risque de pauvreté selon l'ONG Oxfam, soit un quart de sa population. Nous voulons dépasser la logique économique qui conduit l'Union Européenne dans ses choix. La JOC entend lutter pour une Europe sociale et solidaire où les travailleurs et travailleuses ne sont pas mis en concurrence par les entreprises. Nous voulons un salaire minimum digne et une harmonisation fiscale (une base commune de règles d'impôts) au sein de l'Union Européenne. Ces objectifs ne seront atteints qu'en luttant contre le dumping social (mise en concurrence par les employeurs des travailleurs, entre les pays riches et les pays pauvres, où la main d'oeuvre est moins chère). Cette lutte doit s'accompagner d'une protection sociale et solidaire entre les pays d'Europe, portée par l'Union Européenne à l'exemple du système de solidarité français<sup>4</sup>. En effet, pour nous, jeunes du milieu ouvrier et de quartiers populaires, il est urgent de permettre à chaque jeune de s'épanouir, de devenir autonome et vivre dignement en accédant à un emploi digne. Face au chômage extrême des jeunes, là est notre priorité. Nous voulons que l'Union Européenne permette à chacun et chacune de se construire librement en favorisant l'emploi des jeunes.

<sup>3</sup> Doléance 31 du cahier de doléances pour l'emploi digne de la JOC – 2017

<sup>4</sup> Doléance 30 du cahier de doléances pour l'emploi digne de la JOC - 2017